



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté
Portant prescriptions complémentaires
Société « SNC Les éoliennes de Bel Air - Plestan »
sur la commune de PLESTAN

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, R. 181-45, R. 515-101 à R. 515-109, R.512-69, L.511-1
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et notamment son article 12 ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2020 autorisant le projet de repowering du parc éolien de Bel Air, porté par la société SNC Les éoliennes de Bel Air – Plestan dont le siège social est au 15 ZA Le Moulin – 04220 CORBIERES-EN-PROVENCE ;
- Vu** le rapport de suivi environnemental du parc éolien de Bel Air pour les années 2023 et 2024 ;
- Vu** le rapport d'incident transmis par l'exploitant en date du 16 octobre 2025, relatif à un événement de mortalité de chiroptères ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 6 novembre 2025, présentant l'analyse de l'incident et les engagements proposés en cas de défaillance du système de bridage ;
- Vu** le rapport du 21 janvier 2026 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Bretagne, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 21 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** la lettre du pétitionnaire en date du 4 février 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et

de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

- Considérant** que les espèces de chiroptères inféodées au territoire métropolitain sont protégées en France au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement et par arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Considérant** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2020 impose la mise en œuvre d'un dispositif de bridage destiné à limiter les risques de mortalité des chiroptères en période d'activité biologique sensible ;
- Considérant** que les suivis environnementaux réalisés en 2023 et 2024 ont mis en évidence des dysfonctionnements répétés du système de bridage, sur des périodes allant de 1 à 6 jours, ainsi qu'un dysfonctionnement prolongé du 3 au 31 octobre 2023 ;
- Considérant** que le suivi de mortalité 2025, en cours d'élaboration, fait état de la découverte de cinq individus de chiroptères au pied des éoliennes du parc entre le 6 et le 13 octobre 2025 et que l'exploitant indique que ces découvertes sont intervenues à la suite d'une défaillance du système de bridage durant cette période ;
- Considérant** que le système de bridage repose sur un dispositif logiciel susceptible de présenter des défaillances techniques, notamment en cas de surcharge du serveur, pouvant conduire à une absence de bridage sans reprise automatique ;
- Considérant** qu'il apparaît nécessaire, afin d'assurer une protection effective des chiroptères, de :
- formaliser les conditions de bridage renforcé actuellement mises en œuvre,
 - encadrer les délais maximaux de rétablissement du bridage en cas de défaillance,
 - imposer l'arrêt automatique ou manuel des éoliennes en période nocturne lorsque le système de bridage est inopérant ;
- Considérant** que les articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire.

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DOMAINE D'APPLICATION

La société SNC Les éoliennes de Bel Air dont le siège social se situe 15 ZA Le Moulin – 04220 CORBIERES-EN-PROVENCE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien situé sur le territoire de la commune de PLESTAN.

ARTICLE 2 : ACTIONS CORRECTIVES À METTRE EN ŒUVRE

Les dispositions de l'article III.2.3.1 « Protection des chiroptères /avifaune » de l'arrêté complémentaire en date du 10 novembre 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Modalités de fonctionnement du bridage

Un dispositif de régulation spécifique (bridage sur seuil) est mis en place, dès la mise en service de l'installation.

Toutes les éoliennes sont arrêtées selon les modalités suivantes lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

| Période | 1 ^{er} avril au 14 août | 15 août au 30 septembre | | 1 ^{er} octobre au 31 octobre |
|--------------------------------|--|--|----------|--|
| Éolienne | E1, E2 et E6 | E1 | E2 et E6 | E1, E2 et E6 |
| Vent | < 5 m/s | < 6 m/s | < 5 m/s | < 5 m/s |
| Pluie | Pas de pluie | Pas de pluie | | Pas de pluie |
| T°C | > 10 °C | > 10 °C | | > 10 °C |
| Horaire de mise en application | -1 h du coucher du soleil à + 1 h du lever du soleil | -1 h du coucher du soleil à + 1 h du lever du soleil | | -1 h du coucher du soleil à + 1 h du lever du soleil |

Contrôle du système de bridage

L'exploitant rédige et met en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de régulation. Cette procédure comprend les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles.

Cette procédure précise notamment :

- les modalités de détection automatique des défauts de bridage ;
- les délais maximaux de prise en compte des alertes ;
- les actions à engager en cas de défaillance partielle ou totale du système.

Cette surveillance et ces contrôles sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Système de sécurité

Le système de régulation du fonctionnement des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciels en cas de défaillance du système.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement.

Ces alertes doivent permettre d'identifier sans ambiguïté une situation de défaut de bridage susceptible d'entraîner une absence d'arrêt des éoliennes en période de protection des chiroptères.

Si la ou les alertes se déclenchent durant la plage horaire et la période du bridage, les machines concernées sont arrêtées dans les plus brefs délais, sans excéder 24 heures. Ensuite, les machines concernées sont arrêtées manuellement durant les plages horaires et la période prescrite tant que le fonctionnement normal du système de bridage n'est pas intégralement rétabli.

Toutes les alertes, dysfonctionnements et actions correctives mises en place font l'objet d'une consignation dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Suivi environnemental :

Le protocole de suivi environnemental mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Il sera complété par les prescriptions suivantes :

- Pour les chiroptères : il comprendra un suivi d'activité **au sol et en hauteur**, sur un **cycle biologique complet**, couplé à un suivi de mortalité.

- Pour l'avifaune : il comprendra un suivi d'activité sur un **cycle biologique complet**, couplé à un suivi de mortalité.

Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Ce suivi environnemental sera réalisé durant les 3 premières années de mise en service du parc éolien puis 5 ans après la mise en service puis tous les 10 ans.

Ce suivi environnemental devra prendre en compte les impacts cumulés des parcs éoliens immédiatement voisins.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. **Dans ce cas le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.**

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères :

Dans le cadre de ce suivi et à tout moment de la vie de l'installation, toute mortalité d'espèce menacée (CR, EN ou VU¹ sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou toute mortalité importante / massive d'une même espèce protégée est considérée comme un incident et doit être déclarée au titre de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, via la procédure de télédéclaration (obligatoire à compter du 1er janvier 2026).

L'exploitant met en place immédiatement des mesures d'urgence.

Il informe dans les plus brefs délais l'inspection des installations classées de cette incident, des mesures d'urgence mises en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation. Il transmet par la suite une fiche ou un rapport conclusif d'incident.

Autres mesures de protection des chiroptères et de l'avifaune

- **Éclairage**

L'absence d'éclairage nocturne au pied des éoliennes et du poste de livraison sera privilégié. Néanmoins, dans le cas où il serait nécessaire, un éclairage déclenché via un interrupteur sera installé. L'éclairage sera orienté vers le sol et sa portée sera réduite au maximum.

L'écologue responsable du suivi environnemental s'assurera lors de ses visites sur le terrain que ces dispositions sont respectées.

- **Gestion des abords des éoliennes et du poste de livraison**

Aucune plantation de haies ou autre aménagement attractif pour la biodiversité ne sera mise en place au pied des éoliennes et du poste de livraison. Les plateformes et les abords seront rendus non attractifs pour les oiseaux et les chiroptères grâce à un entretien (fauche, débroussaillage...).

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

¹ CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable.

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative, soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Plestan et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Plestan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côte-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société « SNC Les éoliennes de Bel Air » et transmise au maire de Plestan.

Saint-Brieuc, le **13 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,



Georges SALAÜN